



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté
portant prescriptions complémentaires
SAS CARRIÈRES DE GUITTERNEL
Carrière de Guitternel sur la commune de SÉVIGNAC

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, notamment les articles R.181-46 et R.181-49 ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 septembre 2004 autorisant la SAS CARRIÈRES DE GUITTERNEL à exploiter une carrière à ciel ouvert au lieu-dit « Guitternel » sur la commune de SÉVIGNAC ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le dossier déposé le 26 février 2024 par la SAS CARRIÈRES DE GUITTERNEL, en vue de demander la prolongation de l'autorisation d'exploiter de 2 ans jusqu'au 9 septembre 2026 pour la carrière de « Guitternel » sur la commune de SEVIGNAC ;
- Vu** la demande d'autorisation environnementale visant le renouvellement de l'exploitation de la carrière sur 30 ans qui a été déposée le 28 février 2023 et qui a été soumise à enquête publique du 17 juin au 18 juillet 2024 ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des Installations classées du 2 août 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 6 août 2024 à la connaissance du demandeur par mail avec accusé de réception, et l'absence d'observations présentée par le demandeur sur ce projet par mail du 7 août 2024 ;
- Considérant** que le projet, objet du porter à connaissance transmis le 26 février 2024, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-I du Code de l'environnement ;
- Considérant** les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la durée d'exploitation de 20 ans de cette installation arrive à échéance, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que, selon les dispositions de l'article R.181-49 du Code de l'environnement la demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation ;

Considérant que les impacts induits par cette prolongation n'apparaissent pas être de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'un arrêté préfectoral de mise en demeure a été émis le 17 juin 2022, imposant à l'exploitation de se conformer aux valeurs limites de concentration en manganèse dans les rejets aqueux, fixées à 1 mg/L ;

Considérant qu'une étude d'acceptabilité environnementale des effluents aqueux a été réalisée dans la demande d'autorisation environnementale de la carrière. Cette étude démontre que les rejets actuels de la carrière sont compatibles avec le milieu naturel environnant et que la concentration limite actuelle de manganèse à 1 mg/L pourrait être réévaluée ;

Considérant que les conclusions de cette étude seront prises en compte lors de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale de l'exploitant, et de nouvelles prescriptions pourront être établies en conséquence ;

Considérant que les résultats des campagnes de mesures des retombées de poussières de 2018 à aujourd'hui se situent en dessous des limites réglementaires ;

Considérant que l'exploitant a installé un bardage autour du concasseur primaire et de la plateforme accueillant les broyeurs, travaux finalisés le 7 février 2024. Le contrôle des émissions sonores, effectué le 16 février 2024 par le bureau d'études IGC Environnement, a conclu à la conformité des seuils réglementaires pour les quatre zones à émergence réglementée contrôlées ;

Considérant que, sur les trois dernières années, la valeur de vibration la plus élevée enregistrée a été de 4,7 mm/s, en dessous du seuil réglementaire de 10 mm/s ;

Considérant que l'exploitant justifie sa demande pour permettre la poursuite de l'exploitation du site durant l'instruction du dossier de renouvellement et d'extension de la carrière ;

Considérant que la demande d'autorisation environnementale visant le renouvellement de l'exploitation de la carrière sur 30 ans a été déposée le 28 février 2023 et a été soumise à enquête publique du 17 juin au 19 juillet 2024 ;

Considérant les délais nécessaires à l'instruction de la demande de renouvellement et d'extension de la carrière ;

Considérant qu'une décision sur cette demande d'autorisation est attendue dans un délai maximal de 8 mois ;

Considérant que l'évaluation des gisements restant exploitables au sein du périmètre actuellement autorisé indique une quantité suffisante pour continuer l'exploitation jusqu'au 9 mai 2025 ;

Considérant que le fonctionnement actuel de la carrière ne présente pas d'incidences contraires à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la gestion de la carrière se poursuivra sans aucune modification des effets et des nuisances sur l'environnement ;

Considérant que, selon l'article R.181-45 du Code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du Code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1 : Durée de l'autorisation

La SAS CARRIÈRES DE GUITTERNEL, dont le siège social est situé au Pont de Pierre – 22510 BREHAND, est autorisée à prolonger la durée d'exploitation de la carrière au lieu-dit « Guitternel » sur la commune de SÉVIGNAC jusqu'au 9 mai 2025.

Article 2 : Prescriptions applicables

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 septembre 2004 et de l'arrêté complémentaire du 18 juillet 2013 restent applicables.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 septembre 2004 relatives à la durée de l'autorisation prévue à l'article 1.3. sont supprimées.

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de SÉVIGNAC et pourra y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie de SEVIGNAC pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le Tribunal Administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R 181-51 du Code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SAS CARRIÈRES DE GUITTERNEL et transmise au maire de SÉVIGNAC.

Saint-Brieuc, le **- 9 AOUT 2024**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire général



David COCHU